

1998 403

COLLEGE INTERARMÉES



DE DÉFENSE

MEMOIRE DE STRATEGIE



GUERRE, STRATEGIE ET SECURITE

DANS LA PENSEE DU GENERAL

CARLO JEAN

5^{ème} Promotion 1997/1998
Division C/ Groupe C2

Lieutenant Colonel
PETRASSI Stefano

SOMMAIRE

Introduction.....	p.1
1.LA GUERRE	p.1
1.1 Guerre, paix et politique.....	p.1
1.2 Conception clausewitzienne de la guerre et nouvelle conflictualité.....	p.2
1.3 Nature et types de conflit.....	p.2
1.4 Structure et mécanismes des conflits.....	p.4
2. LA STRATEGIE	p.5
2.1 Nature de la stratégie.....	p.5
2.2 Dimensions de la stratégie.....	p.5
2.3 Niveaux de la stratégie..	p.6
2.4 Modèles stratégiques.....	p.6
2.5 Les dilemmes principaux des choix stratégiques.....	p.7
2.6 Les forces stratégiques.....	p.7
2.7 Principes de l'art militaire et élaboration de la stratégie.....	p.8
2.8 Styles de guerre, cultures stratégiques et processus d'élaboration de la stratégie.....	p.9
2.9 Stratégie, géographie et technologie.....	p.9
2.91 La géostratégie.....	p.9
2.92 Pouvoir maritime et stratégie navale.....	p.10
2.93 Pouvoirs aérien et spatial et stratégie.....	p.10
2.94 Stratégie et nouvelle Révolution dans les Affaires Militaires.....	p.10
2.10 De la stratégie nucléaire à la défense non violente.....	p.11
2.101 La stratégie nucléaire.....	p.11

- 2.102 Guerre de peuple, guérilla et terrorisme.....p.12
- 2.103 Défense non violente.....p.12
- 2.11 La planification des forces.....p.12
 - 2.111 Planification des forces et stratégie.p.12
 - 2.112 Nature, facteurs et conditionnements de la planification.....p.13
- 2.12 Les conflits ethniques et identitaires.....p.14
- 2.13 Pacifisme, désarmement et contrôle des armements.....p.15
 - 2.131 Le pacifisme.....p.15
 - 2.132 Désarmement et contrôle des armements.....p.15
- 2.14 Opérations de support de la paix et la gestion des crises.....p.16
 - 2.141 Ingérences et opérations humanitaires.....p.16
 - 2.142 Les opérations de support de la paix.....p.16
 - 2.143 Prévention, gestion et résolution des crises et des conflits.....p.17
- 3.DEFENSE ET SECURITE DANS LE MONDE POST-BIPOLAIRE.....p.17**

Introduction

Dans son livre «Guerre, stratégie et sécurité» le Général C. Jean analyse et développe une triade de concepts intimement liés, au profit non pas des spécialistes de relations internationales ni des militaires mais du «public, de plus en plus nombreux, qui cherche à se documenter sur la sécurité, dans la conscience que, quoiqu'il ne s'intéresse pas à la guerre, celle-ci pourrait s'intéresser à lui, en influençant son bien-être et sa sûreté, à savoir son futur et celui de la nation».

Cette résolution place l'essai comme un approfondissement et la suite logique, mais avec plus de systématisation, d'un autre essai qui a été édité peu avant, en 1996, toujours par la maison Laterza, dont le titre est «L'usage de la force - Si tu veux la paix connais la guerre». Ici, il y a un plus fort lien avec la réalité politico-sociale italienne, où les élites politiques ont une culture militaire insuffisante, à cause surtout de la présence de tendances culturelles génériquement pacifistes qui sont majoritaires parmi elles-mêmes. Dans «Guerre, stratégie et sécurité» l'analyse du phénomène «guerre» permet de fournir des «clés de lecture» adéquates de la conflictualité la plus récente; le but étant celui de clarifier quelles sont les fonctions et les critères d'emploi de la force militaire dans les relations internationales.

L'approche aux problèmes de la paix et de la guerre, ainsi qu'à ceux des relations internationales est du type néoréaliste. L'essai, dont ce mémoire cherche à souligner les points forts, aborde une très riche variété de thèmes : le phénomène guerre, d'abord, dont sont expliqués la nature et les mécanismes ; les logiques de la stratégie, élément de raccord entre la raison d'état et la raison militaire, «lieu» où se réalise la cohérence parmi les deux ; les conflits ethniques et identitaires - qui constituent le trait dominant de la conflictualité d'aujourd'hui - le pacifisme, le désarmement, le contrôle des armements, les opérations de support de la paix et la gestion des crises, sont enfin, des sujets étroitement liés aux enjeux de la sécurité du monde post-bipolaire, dont les perspectives sont tracées en conclusion.

1. LA GUERRE

1.1 Guerre, paix et politique

Après la guerre froide, exemple de guerre virtuelle, la guerre, en tant qu'emploi de la force militaire pour imposer à un adversaire sa propre volonté, doit être considérée comme faisant partie de la catégorie plus vaste des conflits. En effet, pendant l'affrontement des deux blocs la sécurité et la stratégie étaient monodimensionnelles: la dimension militaire prévalait sur les autres, tandis que aujourd'hui les dimensions politico-sociale, démographique, économique et psychologique ont la même importance que la composante militaire et, en plus, elles peuvent être employées plus directement. En outre, au niveau politico-stratégique les frontières entre stratégie militaire et diplomatie de la violence se sont très atténuées. Cet effet est la conséquence de l'influence des médias et de celle de la technologie.

La guerre reste, néanmoins, un instrument de la politique. La force sans politique est irresponsable. Elle garde toujours son importance comme facteur d'influence politique. Elle constitue un facteur immanent dans les relations entre les états, où, du point de vue historique, les raisons de la compétition pour le pouvoir ont toujours prévalu sur celles de coopération. Dans le monde contemporain, caractérisé par l'absence d'un véritable ordre, la guerre peut éclater non seulement par intérêt, mais aussi pour défendre sa propre identité, par peur ou par erreur. Il est nécessaire,

donc, non seulement de connaître l'art de conduire les guerres mais aussi celui de les éviter.

La paix est déterminée par la volonté et la capacité militaire des états qui désirent maintenir le statu quo de dissuader ceux qui veulent le modifier. On peut définir la paix seulement en termes relatifs, à savoir comme absence de guerre. Celle-ci doit être étudiée dans le contexte dans lequel elle opère et considérée sans hypocrisie, comme instrument pour le maintien d'un certain ordre dans le système international, mais sans oublier qu'un tel ordre est toujours celui qui convient au plus fort.

1.2 Conception clausewitzienne de la guerre et nouvelle conflictualité

La quasi totalité des conflits d'aujourd'hui ne se déroulent plus entre états mais à leur intérieur et ils sont influencés par de puissantes forces transnationales, surtout culturelles. La dimension territoriale a gardé une importance fondamentale seulement dans les conflits identitaires et ethniques, où elle joue un rôle plutôt symbolique et psychologique que matériel.

Selon certains auteurs, les guerres du futur ne seront plus menées pour des intérêts politiques dans le sens traditionnel du terme, mais pour la justice (sa propre idée de justice), sa propre religion ou pour sa propre survie: elles ne pourront, donc, plus être limitées rationnellement par la politique, comme le voulait Clausewitz. Le fait que le concept de «guerre juste» est en train de s'imposer de plus en plus, cela entraînant la possibilité d'un retour aux guerres saintes, en constituerait, selon les mêmes auteurs, un élément de confirmation. La guerre ne sera plus conduite par les armées mais par les peuples, qui influent avec leurs émotions les choix des gouvernements.

Néanmoins, la pensée de Clausewitz garde son entière validité, car elle peut expliquer aussi les conflits internes aux états et prendre en compte les émotions provoquées parmi la population par les médias, la rationalité limitée de la politique et la réticence des opinions publiques à accepter des pertes pendant un conflit. En effet, l'essence de la guerre est, selon le général prussien, caractérisée par la triade: violence originaire, qui est un instinct aveugle; jeu des probabilités, qui en fait une libre activité de l'âme; nature subordonnée à la politique, qui en fait l'instrument de la raison d'état. Sa théorie de la guerre considère non seulement les forces rationnelles, mais aussi celles irrationnelles et celles a-rationnelles. La métaphore clausewitzienne de la guerre comme d'un objet métallique suspendu entre trois aimants, constitué chacun par l'un des trois éléments de la triade, est suffisamment flexible pour expliquer la «nouvelle» phénoménologie de la guerre.

La révolution des médias, qui a provoqué une implication complète des peuples dans la guerre, n'a pas invalidé la conception clausewitzienne de la guerre comme instrument rationnel de la politique. Elle a seulement augmenté les risques que la guerre devienne barbare et que la politique se militarise. Cela pose un défi: maintenir la guerre subordonnée à la politique, qui limite la violence. Pour vaincre un tel défi il est nécessaire d'affiner les capacités de gestion et d'autogestion des médias, mais, d'abord, d'améliorer le niveau de culture et de compréhension, de la part de l'opinion publique, des problèmes et des réalités de la guerre et de la force militaire.

1.3 Nature et types de conflit

Les structures et les mécanismes qui opèrent dans les conflits ne peuvent pas être étudiés comme des faits objectifs, qui ont des caractéristiques constantes dans le

temps : elles varient de conflit en conflit. Afin de pouvoir définir doctrine stratégique, structure et préparation des forces, il est nécessaire d'examiner quel type de guerre on va faire, comment on entend la faire et quels sont les critères à suivre pour décider l'intervention dans un conflit. Cela implique la culture stratégique et l'identité d'un état et pas seulement la logique de l'utilité. L'appréciation du facteur «utilité» d'une décision politique est subjective et on peut réaliser une échelle de préférences seulement sur la base des valeurs et principes qui font l'identité d'un état. La politique et la stratégie de l'ennemi ne peuvent pas être étudiées, par conséquence, avec une approche ethnocentrique.

Dans tous les conflits il est toujours possible d'isoler deux aspects : la confrontation de volontés et l'épreuve de force.

La première détermine la décision politique, qui est de nature psychologique. Le vaincu se conforme à la volonté du vainqueur, en cessant d'en entraver les objectifs. Sur la volonté de l'adversaire on peut agir aussi bien directement qu'indirectement. Directement avec la «diplomatie de la violence», constituée aussi bien par la dissuasion que par l'intimidation et la coercition (*compellence*). Dans le cadre global d'un conflit, où les aspects militaires sont étroitement corrélés avec ceux d'autre nature, on doit toujours donner la priorité aux facteurs non-militaires, tels que la propagande, la désinformation, la destabilisation interne de l'adversaire, l'usure de sa volonté de résistance. La force militaire est à utiliser à son état potentiel de menace. Mais on peut aussi agir sur la volonté de l'ennemi de façon indirecte, en détruisant ses forces, et en modifiant ainsi les rapports de forces afin de le priver de toute espérance de succès et, donc, l'induire à se soumettre et accepter les impositions du vainqueur.

Avec l'épreuve de force, à savoir les opérations militaires, on modifie les rapports de force afin d'influer sur la confrontation de volontés. Elle instaure parmi les deux adversaires une interaction, c'est à dire la confrontation de volontés, qui suit la logique du dilemme du prisonnier. Ici la stratégie militaire déborde dans la diplomatie de la violence et vice versa , et elle concerne non seulement l'habileté technique d'optimiser l'utilisation des moyens militaires, mais aussi celle de la force en général, en l'employant aussi bien à son état potentiel qu'effectif. Avec la destruction des forces de l'ennemi on cherche à influencer ses décisions politiques. Il y a toujours des dissymétries à cet égard, dont les principales sont relatives à l'importance des intérêts en jeu. La politique doit en tenir compte, en évitant de se proposer des objectifs qui ne soient pas crédibles par rapport aux efforts que l'état est politiquement à même de soutenir.

Aujourd'hui, les conflits sont fortement marqués par les aspects psychologiques impliqués, car l'Occident développé , de l'horizon duquel la guerre a disparu, se trouve de plus en plus à intervenir militairement dans des contextes où les adversaires partagent souvent des valeurs qui rendent la confrontation de volontés très dissymétrique. L'emploi des armées s'est, en outre, étendu à une gamme très vaste d'opérations, de celles humanitaires à celles de diplomatie preventive et de support à la paix (*peace keeping, peace making, peace building, post-war reconstruction et peace enforcing*). Dans le passé, on considérait seulement la guerre totale, celle générale, et la guerre non «orthodoxe». Savoir s'il y a continuité ou pas entre les différents types de guerre et d'opérations de support à la paix est crucial afin d'établir une doctrine militaire adaptée. Si entre les différents types d'intervention il y a une différence de grammaire et de procédures opérationnelles et tactiques, leur syntaxe et leur logique restent fondamentalement celles de dérivation clausewitzienne. En particulier, est toujours essentiel un choix réfléchi du «schwerpunkt», lieu où les buts politiques et les objectifs militaires se rencontrent. Il

permet de définir précisément le succès et la victoire: l'action militaire devient rationnelle et moyen des objectifs politiques qui sont à son origine.

1.4 Structures et mécanismes des conflits

Tout système militaire s'articule en plusieurs composantes, liées entre elles par un réseau de communication. La configuration hiérarchique de la structure définit les caractéristiques du système et, en particulier, son degré de centralisation ou décentralisation.

Si le système est centralisé il est plus cohérent et peut exprimer une concentration de puissance majeure. D'autre part il est plus rigide, il a des temps de réaction plus longs et ses composantes élémentaires, étant pourvues d'une autonomie plus limitée, ne peuvent pas profiter des opportunités contingentes. Le flux des communications se déroule surtout du bas en haut, alors que celui des décisions suit le sens contraire. Dans le cas d'un système décentralisé, chaque composante jouit d'un degré d'autonomie plus important, pouvant ainsi réagir plus rapidement dans les microchamps conflictuels ; elles sont, d'ailleurs, moins adaptées à être concentrées dans le temps et dans l'espace. Ceci c'est le cas des organisations «à réseau», propre à la guerre de l'information ou aux guerres de guérilla et de contreguérilla.

A chaque niveau hiérarchique il y a toujours trois composantes fondamentales: d'information (I), de décision (D) et opérationnelle pour l'action (A); parmi ces composantes de tout système militaire et parmi les systèmes opposés eux-mêmes (ami-ennemi) s'établissent deux circuits de *feedback*.

Les composantes fondamentales pour la conduite d'un conflit sont celles de décision, mais celles-ci ne peuvent pas s'activer sans un réseau d'information capable d'acquérir les renseignements et de les élaborer, en les transformant en hypothèses sur les intentions de l'adversaire. L'inefficacité des organes du renseignement entraîne la paralysie de ceux de la décision: le danger est celui d'un collapse du système, même sans qu'il y ait un engagement direct de forces. Le même résultat peut se produire aussi à cause d'un excès de renseignement, qui en rend impossible tout traitement utile. Un système d'information peut, d'ailleurs, être dégradé avec des méthodes différentes: la ruse, le stratagème, le maintien du secret , la frappe physique.

Les principales vulnérabilités du système de décision sont constituées par le modèle dont il dispose pour interpréter les renseignements, la méthodologie adoptée pour l'élaboration des ordres et la capacité d'adaptation à la réalité, à savoir d'autorégulation. Le problème primordial qui se pose est celui du degré de souplesse le plus adapté pour les susdits modèle et méthodologie. La décision relative à la répartition des forces opérationnelles entre les quotes-parts destinées, respectivement, aux manoeuvres préparatoires, à l'attaque et à la protection constitue le noeud essentiel de toute décision opérationnelle. Elle se modifie au fur et à mesure que le conflit évolue.

La célérité et la rapidité d'action et de réaction sont donc déterminantes: celles-ci dépendent de l'efficacité des systèmes de commandement, contrôle et communication. Ces derniers sont à la base de la conception américaine de *rapid dominance* visant à atteindre l'effet de *shock and awe* nécessaire pour rétablir un certain degré de dissuasion dans le monde post-bipolaire, tout en évitant tout risque d'enlèvement.

2. LA STRATEGIE

2.1 Nature de la stratégie

Le terme stratégie est employé dans tous les secteurs où on doit harmoniser les buts et les moyens ; elle concerne aussi bien ce qu'il faut faire que comment le faire. En effet, il y a de plus en plus la tendance à identifier la stratégie avec une logique de l'action . Dans des situations conflictuelles, par exemple dans le domaine commercial ou dans celui des sports de compétition, il y a une double dialectique. La première, interne à chacun des deux adversaires, se détermine entre les moyens et les buts et entre stratégie et tactique. La deuxième s'établit entre les deux adversaires. Les deux dialectiques sont interdépendantes et étroitement corrélées, en particulier aujourd'hui quand la technologie, surtout celle des médias, crée une liaison immédiate entre la tactique et la politique. Dans l'incertitude, le «brouillard de la guerre» de Clausewitz, les deux adversaires se heurtent, en essayant d'imposer à l'autre sa propre logique et sa propre volonté. Dans le domaine militaire, le mot stratégie a une signification plus spécifique, qui néanmoins varie d'auteur en auteur pour ce qui concerne sa portée. De toute façon, la stratégie est liée selon un degré plus ou moins important à des concepts tels que politique de sécurité, politique de défense et politique militaire ou «grande stratégie», en amont, et à la stratégie opérative ou «grande tactique»et à la tactique proprement dite, en aval. Enfin, elle constitue un domaine qui se situe entre la raison d'état et la raison militaire et qui participe à l'une et à l'autre.

Toute définition de stratégie n'est pas neutre,mais elle reflète aussi bien un certain contexte historico-culturel que les relations existantes entre les politiques et les militaires. Celui qui parle de la nature globale de la stratégie et de grande stratégie veut, en réalité, plaider , au moyen de théorisations abstraites, une influence plus importante des militaires sur la politique de sécurité. La stratégie n'existe pas dans la nature mais seulement dans la littérature. Elle n'est pas une discipline autonome mais un catalyseur de disciplines différentes. Il n'y a pas de règles fixes qui délimitent scientifiquement le domaine propre de la stratégie. L'autonomie de la stratégie dépend de la culture, des structures institutionnelles et des relations entre politiques et militaires, ce qui est caractéristique de chaque peuple et de chaque période. L'espace propre à l'élément politique s'élargit lorsque les hommes politiques ont une culture militaire.

2.2 Dimensions de la stratégie

Pendant les deux derniers siècles, la stratégie a été, le plus souvent, opérationnelle. Ensuite, ce sont les dimensions logistique et celle organique qui font leur apparition. Avec la démocratisation de la guerre la dimension psychologique a acquis de l'importance, car la population ennemie s'est transformée de victime en sujet et objectif de la guerre. Dans le siècle dernier c'est la dimension technologique qui s'est affirmée. Aujourd'hui, enfin , la stratégie voit accroître dans son sein le poids de la politique intérieure. Clausewitz considérait que la politique de l'état était élaborée de façon unitaire et rationnelle. Mais aujourd'hui, de facto, aucun état n'a encore le monopole de la puissance,ni ne dispose de la souveraineté complète. A côté des états agissent des puissantes forces subnationales, supranationales et transnationales, telles que les institutions internationales, les religions, les entreprises internationales, les grandes organisations criminelles.

Le processus d'élaboration stratégique est très complexe: il est influencé par la géographie, l'histoire, les religions, les idéologies et cultures, les facteurs économiques et technologiques, les structures des systèmes politiques et des forces armées. Une stratégie efficace doit prendre en compte toutes ces dimensions, en équilibrant le poids, sans attribuer à quelques unes parmi elles un poids excessif et surtout en les considérant dans leurs interrelations. Les «visions» de secteur (pouvoir aérien, pouvoir maritime, pouvoir nucléaire...) offrent toujours des vulnérabilités et des dangers, bien qu'elles puissent sembler séduisantes, car elles réduisent le réel à des simples formules et slogans.

2.3 Niveaux de la stratégie

La stratégie n'est pas seulement l'habileté technique d'optimiser l'emploi des moyens militaires mais aussi, et d'abord, la capacité de choix des objectifs, du moment dans lequel entrer en guerre et du type de guerre à mener. La réflexion stratégique doit être focalisée plutôt sur la logique de la politique que sur la grammaire militaire. Cela signifie reconnaître que l'action stratégique prend en compte l'usage politique de tous les facteurs de puissance de l'état. En amont de la stratégie militaire générale il y a le niveau défini «stratégie globale» par le Général Beaufre, «grande stratégie» par Liddell Hart et «Stratégie Nationale de Sécurité» aux Etats-Unis. Toute «grande stratégie» suppose, à son tour, la définition d'une politique générale et des intérêts nationaux. La grande stratégie se fonde sur quatre composantes: économique, psychologique, diplomatique et militaire, chacune, à son tour, articulée sur trois niveaux (stratégique, opératif et tactique). On peut penser à un édifice stratégique composé par plusieurs étages, qui communiquent entre eux et dont les dimensions varient selon les circonstances. Le nombre des étages varie selon l'organisation institutionnelle de chaque pays, ses exigences d'intervention sur un ou plusieurs théâtres d'opérations et l'ampleur et la durée des opérations. A chaque niveau on équilibre les ressources, les objectifs et les lignes d'action. Les composantes de l'édifice sont interdépendantes et doivent être considérées dans leur ensemble et pas séparément, comme le voudraient les bureaucraties responsables des secteurs respectifs.

Le niveau stratégique de la composante militaire de l'édifice stratégique est subdivisé en stratégie militaire nationale, stratégie de théâtre et stratégie opérationnelle ou bien grande tactique. La première définit, sur la base des objectifs politiques fixés par la stratégie globale, les objectifs militaires et répartit les ressources entre les théâtres selon leur priorité. Dans le théâtre, on applique la force militaire pour atteindre le «ziel» fixé au niveau politico-stratégique, en précisant les objectifs et les manoeuvres nécessaires à ce but. Profondément influencé par la technologie, le niveau opératif constitue le pont entre la stratégie et la tactique, qu' il intègre et coordonne. Le niveau tactique concerne le combat. Aujourd'hui, entre le niveau stratégique et celui tactique, s'est établie un contact direct.

2.4 Modèles stratégiques

Le système militaire fait partie du métasystème politico-social qui impose sa logique à la syntaxe et à la grammaire militaire. Les connexions entre les deux sont fondamentales, car la force sans la politique est irresponsable, alors que la politique sans la force est impuissante. Les susdites connexions permettent de comprendre les modèles de la stratégie directe et de la stratégie indirecte. La première pose

l'affrontement militaire au coeur du conflit: en provoquant des pertes au système militaire de l'ennemi on cherche à convaincre ses responsables politiques de l'inutilité de toute résistance. La deuxième agit, au contraire, sur le système politico-social de l'adversaire soit en utilisant la force militaire à l'état potentiel (dissuasion ou *compellence* : Munich, en 1938, et la guerre froide en constituent des exemples), soit en coupant les liens entre le système militaire et le métasystème politico-social (les Français en Algérie ou les Américains au Vietnam). Les deux modèles peuvent être réalisés au moyen de modalités différentes. La stratégie directe peut être poursuivie au moyen de l'approche directe (attaque à la frontière du système militaire adverse) ou de l'approche indirecte (pénétration dans les passages ou les points faibles de la frontière et attaque du réseau des relations sous-systémiques internes). La stratégie indirecte peut prendre la forme de la guerre de longue durée, où est érodé le consensus social et politique nécessaire à la continuation des hostilités; de la stratégie de l'«artichaut», où les initiatives militaires restent au dessous du seuil d'activation de la réaction militaire de l'ennemi; ou bien de la guerre psychologique, où le consensus intérieur est agressé par des moyens non-militaires, tels que la propagande, la manipulation et la désinformation. La stratégie directe est toujours militaire, alors que celle indirecte est toujours globale.

2.5 Les dilemmes principaux des choix stratégiques

Les trois facteurs principaux qui interviennent dans les décisions stratégiques sont les objectifs (définis sur la base de leur rendement pour atteindre le succès), les coûts qu'on est disposés à soutenir et les risques qu'on peut accepter. Entre les objectifs, d'un côté, et les coûts et les risques, de l'autre côté, il existe une relation de proportionnalité directe. Le choix relatif est influencé par des facteurs méta-stratégiques et, parfois, métapolitiques, tel que, par exemple, la culture stratégique d'un pays. Entre les coûts et les risques il y a une relation de proportionnalité inverse: il n'est pas possible de les minimiser en même temps. La marginalisation de la force militaire dans le monde post-bipolaire est due exactement à la tentative de réaliser une telle minimisation.

2.6. Les forces stratégiques

Dans la guerre comme dans la stratégie il faut considérer trois types de forces, intellectuelles, morales et matérielles.

La guerre est une activité de l'esprit et non pas une manifestation de la force brute. La complexité croissante des problèmes stratégiques, l'importance des facteurs psychologiques et les outils de plus en plus raffinés d'analyse opérationnelle (simulation, recherche opérative...) ont déterminé une modification du contenu de la professionnalité demandée aux officiers. Leur formation, polarisée dans le passé sur l'emploi opérationnel des forces, doit être intégrée de façon importante avec une connaissance spécifique dans le domaine des sciences humaines, des sciences gestionnelles et des technologies, avec une attention particulière aux méthodologies d'aide à la décision dans les domaines opérationnel et de la planification. Mais la guerre est aussi une épreuve sévère, qui soumet la tenue psychologique des individus et la cohésion des unités à des défis très durs. Le moral constitue le pont nécessaire entre les forces intellectuelles et celles matérielles: la préparation n'est pas seulement matérielle mais aussi spirituelle. Au soldat, il est demandé quelque chose de spécifique: la vertu militaire, fondée sur une discipline consciente, sur l'esprit de corps et sur le sens de l'honneur.

Pour ce qui concerne les forces matérielles, il faut considérer le dualisme qualité-quantité: quantité et qualité ne constituent pas des paramètres absolus, car elles sont liées aux objectifs politico-stratégiques, aux missions à remplir et à la menace. Dans le domaine de la stratégie il est très difficile d'apprécier les rapports de forces, à cause de la présence de facteurs matériels et immatériels, de la difficulté de transformer des *inputs* tels que la quantité et la qualité des soldats et de systèmes d'arme dans des capacités opérationnelles réelles et d'apprécier l'impact stratégique et politique de ces dernières. Dans la période de la guerre froide les études stratégiques étaient dominées par les disciplines «dures», à savoir par la technologie. Aujourd'hui l'anarchie dans le monde est en train d'augmenter et la fonction de la force doit être complètement repensée.

2.7 Principes de l'art militaire et élaboration de la stratégie

Les principes de l'art militaire sont employés normalement par les états-majors pour rédiger les doctrines militaires. Celles-ci correspondent aux objectifs qu'on entend poursuivre et au type de guerre qu'on pense devoir combattre.

Les principes varient d'état à état, car ils reflètent la culture militaire à eux propre. Certains théoriciens ont attribué aux principes une valeur presque scientifique et normative : il serait des lois qui expliqueraient les mécanismes de la guerre et des règles auxquelles les responsables politiques et militaires devraient se conformer pour prendre des bonnes décisions. Sur cette tendance ont influé des facteurs différents, tels que la tentative d'individualiser des points certains dans un environnement dominé par les incertitudes et les ambiguïtés, ou bien une approche positiviste.

En réalité, l'approche la plus logique aux principes est celle clausewitzien, qui fournit une méthode pour interpréter la complexité des conflits armés. En posant au centre de la réflexion la nature de la guerre, qui est caractérisée par l'interaction entre les deux adversaires, on peut parvenir à une compréhension de la signification des principes. Leur dialectique est, alors, la base de la pensée constructive et créatrice de la stratégie. Attaque et défense, surprise et sécurité, unité de commandement et initiative, concentration et économie des forces constituent des exemples des dualismes conceptuels parmi lesquels les deux adversaires doivent situer les choix stratégiques. Ces couples sont à considérer dans leur globalité, compte tenu du fait que leur interdépendance a plus d'importance que leur impact individuel. En outre, ils se réfèrent plutôt aux combats, caractérisés par des aspects typiquement militaires, qu'aux guerres, phénomènes plus complexes où on doit prendre en compte des dimensions et des appréciations de nature différente. Ils devraient s'appeler, donc, principes du combat.

L'application des principes varie selon les circonstances, la personnalité des commandants, la situation, les décisions de l'adversaire et la réaction de l'environnement intérieur et extérieur du conflit. Leurs signification et importance relative, selon la situation, l'évolution technologique et le degré d'influence des médias sur l'opinion publique, ont le même caractère évolutif.

Ce qui est important, donc, n'est pas la liste des principes, mais plutôt le mode selon lequel ils sont appliqués. Celui-ci dépend aussi bien de la culture stratégique, propre à chaque peuple et à chaque tradition militaire, que des structures et des mécanismes, institutionnels ou informels, qui président à l'élaboration des décisions stratégiques.

2.8 Styles de guerre, cultures stratégiques et processus d'élaboration de la stratégie

L'importance de l'étude des cultures stratégiques dépend du fait qu'elles conditionnent la façon selon laquelle chaque peuple aborde le problème de la paix et de la guerre, son propre destin et rôle dans le monde, la légitimité éthique et l'utilité politique de l'usage de la force et, enfin, la façon de conduire les opérations militaires. La culture stratégique, donc, a un impact déterminant sur les choix stratégiques: d'où la nécessité de connaître aussi bien sa propre culture stratégique que celle de l'adversaire. Comme il s'agit de culture, il faut éviter l'ethnocentrisme. L'importance de l'étude de la culture stratégique se manifeste surtout dans les périodes de changement et de transition, car la politique et la stratégie sont formulés principalement à partir des croyances, des valeurs, des traditions et de l'expérience spécifiques à chaque pays.

L'impact de la culture stratégique sur les choix stratégiques n'est pas facilement dégagable et mesurable et cela, par conséquent, en empêche la compréhension. Un des facteurs centraux pour dégager les mécanismes de prise de décisions sont les relations entre les politiques et les militaires. En guerre peut se créer une tension entre les buts politiques et les buts militaires, car le comportement de l'ennemi ou l'évolution de la situation peuvent distraire les responsables militaires de la poursuite des buts politiques. Le but de la stratégie est exactement celui d'éviter qu'une telle situation se produise, que la grammaire militaire se transforme en logique en s'imposant, enfin, sur la politique.

L'élaboration de la stratégie est, aujourd'hui, plus complexe à cause de l'influence croissante des médias, ce qui entraîne la nécessité d'une justification et d'une légitimation continues, souvent même des choix opérationnels. En conséquence de la communication de masse la stratégie elle aussi est devenue de masse.

2.9. Stratégie géographie et technologie

2.91 La géostratégie

La géographie a toujours été un facteur déterminant de la politique et de la stratégie. Elle a sur la stratégie une influence à la fois directe et indirecte. Dans le premier cas elle détermine les conditionnements et les opportunités stratégiques, dans le deuxième les perceptions de l'espace géopolitique et géostratégique et, donc, elle influe sur les décisions qui sont prises pour les espaces susdits.

La technologie modifie l'influence directe des conditions géographiques dans un sens reducteur, mais sans l'annuler. La technologie spatiale et celle des informations ont modifiés les anciennes oppositions entre terre et mer. Néanmoins, tout environnement géographique a et garde, du point de vue de la stratégie générale militaire et, surtout, aux niveaux opératif et tactique, ses propres caractéristiques. La terre peut être occupée de façon permanente, à la mer on peut garantir une présence continue, dans le domaine aérien, au contraire, on peut assurer seulement une présence temporaire et virtuelle. L'influence indirecte de la géographie sur la stratégie dérive de celui de l'histoire. L'histoire est la géographie en mouvement, alors que la géographie politique est le résultat des événements historiques. Géographie et histoire influent sur la culture de chaque peuple et civilisation et, donc, sur les cultures stratégiques. Par le biais de l'influence de la géographie toute stratégie est aussi une géostratégie.

La géostratégie est la composante spécialisée de la géopolitique qui concerne la sécurité et, notamment, sa composante militaire. Les conditions géographiques propres à chaque pays influent sur la définition de sa «grande stratégie» et, donc, sur sa propension à s'allier de façon permanente avec d'autres pays ou à participer à des coalitions temporaires. Il y a dans l'histoire des tendances qui reviennent : par exemple, dans les derniers siècles les coalitions guidées par des puissances maritimes ont toujours vaincu les guerres de longue durée. Le problème stratégique central, néanmoins, n'est pas la supériorité du pouvoir maritime sur celui terrestre, ou vice versa, mais comment transformer la supériorité dans un domaine en une supériorité globale ; en quelque chose qui soit, donc, utile à la politique. Dans l'approche géostratégique il faut éviter la tentation d'un déterminisme géographique, qui fait référence aux seuls facteurs physique et spatial, car il faut prendre en compte aussi d'autres types de géographie, tels que la géoéconomie, la géoculture, la démographie, l'ethnologie etc..

2.92 Pouvoir maritime et stratégie navale

Le concept de pouvoir maritime (ou *seapower*, auquel correspond une stratégie maritime, bien plus large que la stratégie navale) est un concept géopolitique plutôt que géostratégique. Il concerne, en effet, les activités maritimes civiles et militaires, la stratégie globale et non pas celle générale militaire. La stratégie maritime, composante de la stratégie globale, concerne toutes les composantes démographiques, psychologiques, économiques, institutionnelles, militaires, industrielles, technologiques du *seapower* ; la stratégie navale, composante de la stratégie générale militaire, est relative à l'utilisation politique, diplomatique et, surtout, militaire des forces navales en temps de paix, de crise ou de conflit.

2.93 Pouvoirs aérien et spatial et stratégie

Au sujet du pouvoir aérien et du pouvoir spatial les stratégestes sont divisés quant à la nécessité de les considérer conjointement ou séparément. La pensée stratégique aérienne n'as pas réussi à se structurer autour d'un paradigme géopolitique bien défini, au contraire de celle navale. Dès le début, ce qui a nuit à l'élaboration d'une théorie stratégique du pouvoir aérien a été l'attitude dogmatique de ses partisans. Les caractéristiques technico-tactiques de l'avion en font un moyen particulièrement adapté à être employé comme outil privilégié de la diplomatie de la violence, à savoir de la dissuasion et de la *compellence*. Mais les guerres sont profondément différentes selon la nature de la politique, qui est à l'origine du recours à la force. C'est, donc, de la politique qu'il faut partir, et pas des outils techniques qu'elle peut employer.

Pour le pouvoir spatial on peut faire les mêmes considérations. En effet, malgré l'importance croissante qu'il a acquis, le pouvoir spatial n'aura jamais de fonctions stratégiques autonomes, mais il sera la composante d'une «équipe» qui exprime de façon unitaire la panoplie des capacités militaires à la disposition de la politique.

2.94 Stratégie et nouvelle Révolution dans les Affaires Militaires

La révolution dans les affaires militaires se fonde non seulement sur la construction de moyens et de systèmes d'arme révolutionnaires, mais aussi sur l'adoption d'une organisation et de doctrines opérationnelles qui optimisent l'exploitation des technologies susdites, en créant des capacités opérationnelles et stratégiques

qualitativement différentes. La convergence de plusieurs révolutions technico-militaires détermine, par synergie, une révolution dans les affaires militaires. A l'origine de la révolution dans les affaires militaires que nous connaissons aujourd'hui il y a celle de l'information. Les Etats-Unis guident la réflexion en matière de révolution de l'information. La guerre fondée sur l'information devrait permettre de compenser, afin de sauvegarder la sécurité (à savoir le statu quo international), la moindre efficacité de la dissuasion nucléaire et la possibilité que les «états perturbateurs» se dotent, un jour ou l'autre, d'armes de destruction de masse. Dans le domaine militaire, l'information a déterminé trois conséquences importantes : elle a substitué la puissance de feu et la manœuvre classique des forces, amélioré la célérité et permis de développer les opérations simultanément dans toute la profondeur du théâtre d'opérations, avec la possibilité de frapper à très grande distance des objectifs durs, mobiles et ponctuels. Pour ce qui concerne l'organisation des forces, la structure militaire, traditionnellement hiérarchisée et verticale, devra être modifiée. Elle prendra une conformation plus horizontale et «à réseau». Le niveau stratégique et tactique auront une ample bande de superposition. Le centre de gravité de l'attaque initiale sera constitué par les systèmes C4I de l'ennemi. Les concepts d'espace et de temps seront radicalement modifiés.

Comme il est toujours arrivé dans l'histoire, les transformations techniques de la guerre influenceront aussi sur son instrumentalité et utilité vis-à-vis de la politique.

2.10 De la stratégie nucléaire à la défense non violente

2.101 La stratégie nucléaire

Les armes nucléaires ont bouleversé beaucoup de principes de la stratégie traditionnelle. Elles ont, notamment, mis en discussion la supériorité de la défense sur l'attaque, qui justifie techniquement la possibilité de la politique de contrôler et limiter les guerres. Elles ont réduit la signification du rapport de forces. Enfin, elles ont cassé l'unité des forces armées, en les découpant entre celles destinées à la dissuasion, à savoir à prévenir un conflit, et celles destinées à combattre. Dans l'ère pré-nucléaire on se défendait et on se dissuadait avec les mêmes forces. Le rôle central des armes nucléaires pendant la confrontation bipolaire explique pourquoi la dimension technologique de la stratégie a prévalu sur les autres composantes: le discours «sur la guerre» s'était transformé en un discours «de la guerre», fondé sur une conception plutôt hégélienne que clausewitzienne de l'équilibre de la terreur. La politique de sécurité s'était militarisée. Mais un autre phénomène s'était également produit : la crédibilité stratégique de l'utilisation des armes nucléaires a diminué au fur et à mesure que leur crédibilité technique augmentait, grâce à une précision supérieure, à la miniaturisation et à la spécialisation.

Les armes nucléaires continuent, aujourd'hui, de constituer des éléments fondamentaux pour la stabilité stratégique et la matrice à l'intérieur de laquelle poursuivre sur la voie des négociations sur la sécurité et la réduction des forces.

Vis-à-vis de la nouvelle donne de la prolifération dans le tiers-monde une réponse efficace et univoque n'a pas encore été trouvée. On parle, à ce sujet, d'une dissuasion «du fort au fou» et on cherche à augmenter les options disponibles en construisant des armes nucléaires miniaturisées, spécialisées et très précises, destinées à frapper les armes nucléaires des pays proliférateurs, les leaders adverses ou des composantes vitales du système gouvernemental adverse.

2.102 Guerre de peuple, guérilla et terrorisme

Le concept de guerre de peuple, dans l'acception introduite par Clausewitz, a été développé par les théoriciens des guerres révolutionnaires et de décolonisation, notamment par Mao Zedong. Il s'agit de guerres de guérilla. Il existe, néanmoins, une différence profonde entre le « franc tirailleur » de Clausewitz et le guérillero de nos jours. Le premier se battait contre un ennemi extérieur, dans le cadre d'une guerre politiquement défensive, le deuxième est au service d'une cause politique et agit dans le cadre d'une guerre politiquement offensive. Une guerre de peuple a une valeur politique de grande importance, car elle témoigne de la volonté d'un peuple de ne pas se faire assujettir.

Le terrorisme n'est pas seulement une tactique, mais il peut aussi être une stratégie, poursuivie délibérément et systématiquement pour atteindre certaines fins politiques. Dans ce sens on peut le distinguer de la guérilla, bien qu'il puisse constituer une composante de celle-ci. Souvent les différences entre terrorisme et guérilla sont très floues.

La guérilla est un phénomène intérieur aux états beaucoup plus que le terrorisme, car ce dernier ne requiert pas le même niveau de soutien de la part de la population. Le terrorisme peut être aussi bien l'expression armée de groupes minoritaires internes qu'un phénomène international, constituant l'arme des états faibles. Il est influencé par le progrès technologique, surtout aujourd'hui. On peut envisager, donc, une perspective de l'avancé du chaos et de l'anarchie internationaux par rapport à l'ordre fondé sur les états : dans ce scénario, il y a convergence de la criminalité organisée, des fanatismes religieux, des terrorismes politiques.

2.103 Défense non violente

Les modalités pour mettre en oeuvre la défense non violente, qui constitue une forme de défense alternative à laquelle on a songé pendant la guerre froide en Allemagne - à cause de son exposition en cas de conflit - mais aussi parmi les mouvements antinucléaires, écologistes et pacifistes, sont nombreuses. La défense non violente se fonde sur le refus de collaborer avec l'occupant, sur le boycott et la désobéissance civile. Bien que du point de vue historique la signification et les effets de la résistance civile non violente n'ont pas été négligeables, les stratégestes ne sont pas tous d'accord sur sa réelle efficacité. Elle a, néanmoins, des potentialités stratégiques intéressantes, comme forme complémentaire de la défense classique aux frontières et de celle du territoire. Elle devrait, donc, être coordonnée avec ces deux dernières.

2.11 La planification des forces

2.111 Planification des forces et stratégie

Aujourd'hui, à cause aussi de l'accélération du progrès technologique et de la conscience de l'importance de l'emploi virtuel de la force à des fins de dissuasion ou de coercition, la planification des forces est considérée comme un aspect particulier de la stratégie ; elle est parfois appelée « stratégie génétique ».

Dans tout processus de planification il faut faire un choix entre options différentes : qualité, quantité et réactivité sont en compétition réciproque. Le choix se traduit en abandon ou pénalisation d'options. Il faut avoir une vision globale du futur, donc une stratégie, qui puisse servir de guide. A cet égard il faut rappeler le paradoxe de la

prévision, selon lequel plus une prévision est précise plus elle est utile, mais la probabilité qu'elle soit fausse augmente avec sa précision, en la rendant ainsi non seulement inutile mais aussi dangereuse.

Après la guerre froide la planification a perdu ses paradigmes de référence. Elle doit donc être cohérente avec une stratégie qui lie les *inputs* financiers avec des *outputs* représentés par des capacités de combat, et ces dernières avec les objectifs politiques qu'on peut ou veut atteindre. La planification est ainsi devenue un véritable plan d'action stratégique. Les capacités de combat peuvent être immédiates ou de longue période. Le choix déterminant est celui entre modernisation et réactivité. Un tel choix ne peut pas être technique mais il sera politique et stratégique et dépendra du contexte de la sécurité internationale.

2.112 Nature, facteurs et conditionnements de la planification

La planification est appelée à réaliser un équilibre entre des variables en compétition. Celles-ci sont : les finalités politiques, à savoir les missions confiées aux armées ; les stratégies à adopter pour les atteindre ; les capacités requises, à savoir les objectifs de force en terme de qualité, quantité et disponibilité ; les risques considérés acceptables. Les quatre variables sont influencées par des liens dérivés du contexte politico-stratégique (menaces, alliances, rôle international qu'on veut jouer...) et des ressources disponibles (financières, humaines, technologiques).

Les missions, harmonisées dans le contexte d'une stratégie globale nationale, sont organisées hiérarchiquement, ainsi que le sont les intérêts nationaux qu'on veut promouvoir. Elles doivent être organisées en fonction non seulement de leur importance relative, mais aussi de la probabilité des menaces et des temps de leur manifestation prévisible.

Les stratégies consistent à fixer les objectifs à atteindre et le mode au moyen duquel les atteindre de la façon la plus efficace et économique. Au niveau le plus haut il faut harmoniser les différents instruments de puissance à la disposition de l'état. Dans la planification militaire, les susdites stratégies doivent être spécifiées, par exemple avec l'indication des critères généraux relatifs aux interventions armées à mener hors du territoire national. Elles doivent, en outre, être compatibles avec les facteurs de politique intérieure et gérées dynamiquement.

Les objectifs de force sont les structures qui expriment les capacités opérationnelles nécessaires à la mise à exécution de la stratégie.

Les risques dérivent de la différence entre missions, stratégies et objectifs de force qu'on peut réellement atteindre et les ressources disponibles. Il faut aussi prendre en compte les facteurs à caractère psychologico-politique, tels que la réaction de l'opinion publique vis-à-vis de l'insuccès ou de pertes, et la nature de l'intérêt à protéger.

La planification, processus à la fois itératif et interactif, est un véritable art. Elle peut avoir recours à différentes méthodologies qui influent sur les contenus du plan. Pour ce qui est des méthodologies, la planification peut être fondée sur la menace, sur les missions, sur les exigences opérationnelles envisageables, sur les scénarios, sur les capacités, sur le budget, ou sur les technologies en cours de maturation. Comme toutes présentent des avantages et des désavantages, il est préférable de suivre des approches différentes dans les cycles successifs du processus de planification. De toute façon, le paramètre fondamental de toute planification est le temps, à savoir une vision cohérente à long terme.

2.12 Les conflits ethniques et identitaires

La fin de l'ordre bipolaire a entraîné la parution de forces centripètes et centrifuges, de phénomènes de globalisation et d'autres de fragmentation. Parmi ces derniers il y a les ethnonationalismes et les conflits identitaires.

Dans les conflits ethniques internationaux un état «parent» soutien et utilise à ses propres fins une minorité de la même nationalité qui habite dans le territoire d'un autre état (hôte). Celle-ci reçoit de la part de l'état «parent» de l'argent, des armes, des zones sanctuaires, soutien auprès des médias et des pressions internationales favorables.

D'un point de vue formel l'enjeu est constitué par les frontières, mais la vraie lutte est celle pour le pouvoir à l'intérieur des états, le «parent» et l'«hôte», et de la minorité elle-même. Il faut, à cet égard, considérer, pour la compréhension de ces types de conflit, les aspects culturels et émotionnels à base identitaire.

Un rôle primordial est joué par les «représentations géopolitiques». La présence de politiques qui manipulent les facteurs ethnico-identitaires est déterminante. Les possibilités pour une efficace intervention internationale sont limitées à la phase de pré-conflit, lorsque ne se sont pas encore produites la polarisation idéologique et la mobilisation totale des populations des trois acteurs, ou à la fin du conflit, lorsque les factions en lutte, désormais épuisées, ont conclu un accord de paix ou une trêve. Les conflits identitaires sont assimilables à des conflits ethniques spontanés, qui naissent des masses sans l'intervention d'élites politiques. Comme la il n'y a pas de mythes à exploiter, ces conflits ne sont pas résolubles avec des médiations ou des compromis. Les groupes humains concernés sont animés par la peur de la disparition du groupe lui-même. Leur intransigeance naît d'un processus collectif de se poser en victime. La diplomatie, les menaces, et les interventions limités servent peu ; la dissuasion traditionnelle n'est pas efficace, si elle ne s'appuie pas sur un emploi effectif et même brutal de la force.

Les conflits ethniques internes, typiques des états sans nation - comme il s'en passe surtout en Afrique noire - dérivent de la lutte pour la suprématie à l'intérieur des états post-coloniaux. Les résultats possibles sont la «balcanisation» ou la «somalisation». Pour l'Occident il est très difficile trouver des réponses efficaces, comme, d'ailleurs, l'expérience de la Somalie et de l'ex-Yougoslavie l'ont démontré. Il faut être conscient qu'il faudra faire face à une période d'instabilité et à des conflits qu'on pourra seulement circonscrire, afin d'éviter la contagion à d'autres zones ou que l'Occident subisse des dommages excessifs.

Pour la structure des relations qui se créent dans un conflit ethnique, il est plus efficace pour tous les acteurs impliqués d'adopter une stratégie politique et militaire d'attaque. Le problème est en partie de nature psychologique : si anticiper l'adversaire est perçu de la part de tous les acteurs comme avantageux, cela le devient aussi dans la réalité, car chacun est naturellement amené à suivre une stratégie d'émulation. Dans le même sens agissent aussi motivations dérivées de l'histoire, lorsque les minorités ont subi des massacre et des génocides, et l'opportunité de profiter de conditions politiques ou géostratégiques favorables. En outre, il faut considérer la logique propre aux conflits ethniques, qui est territoriale. L'aggression immédiate et préventive contre la population adverse laisse les membres de sa propre population maîtres absolus du territoire et cela, donc, donne un avantage décisif.

2.13 Pacifisme, désarmement et contrôle des armements

2.131 Le pacifisme

Il y a deux types de pacifisme : le premier est politique et relatif, le deuxième est éthique, catégorique et absolu. Le premier type est un pacifisme réel et non de rhétorique, de circonstance et d'opportunité. Les militaires sont, dans ce cas, les magistrats de la force : il n'y a pas de justice sans ordre et, pour éviter l'anarchie, la force est nécessaire. Le deuxième type considère la guerre comme un crime et les militaires une espèce de dangereux délinquants à tenir dans une cage. En réalité il existe de profondes analogies entre l'ordre à l'intérieur et l'ordre international. Il n'y a pas possibilité de paix sans un minimum d'exercice de la force. La faiblesse a toujours encouragé les agressions, la force les a empêchés. La paix dépend de la volonté politique de préparer et d'employer la force nécessaire quand il faut le faire : cela produit l'effet de dissuasion.

Le risque du pacifisme est celui d'être instrumentalisé et de devenir une arme, comme cela est arrivé pendant la guerre froide.

Il faut prendre conscience que, notamment dans les sociétés de l'information, le *slogan* de la paix est devenu une composante essentielle de la préparation et de la gestion de la guerre et un outil important de stratégie indirecte. Il constitue, en outre, une composante fondamentale de la diplomatie de la violence : il est efficace s'il se joint à la sommation et au chantage.

Dans le monde post-bipolaire l'euphorie pour la paix, les projets de désarmement général sont un danger; ils ont contribué à empêcher à l'Occident de faire recours à la force, quand cela s'est imposé, de façon opportune et massive. L'enseignement éthique des grandes réalistes politiques s'est perdu : l'utopie d'un monde où le mal n'existe pas exerce un charme décadent. Le pacifisme éthique est une utopie destinée à produire l'impuissance dans un monde marqué par une anarchie croissante.

2.132 Désarmement et contrôle des armements

Les pacifistes sont toujours pour le désarmement, car ils pensent que celui-ci éliminerait la guerre. Historiquement ce n'est pas comme ça, car, faute d'armes, ce seraient les sociétés les plus civiles qui disparaîtraient.

Le désarmement total éliminerait la force légitime, pour donner à la force illégitime la possibilité de s'exprimer. Il a, donc, été banni de toute négociation internationale sérieuse et remplacé par le concept, plus réaliste et limité, de contrôle des armements. Les partisans de ce dernier considèrent que l'ordre sans la force et, donc, sans les armes, n'est pas possible. En créant contrôle et équilibre des armements il est possible de bâtir une sécurité réciproque et stable, aux coûts financiers et humains et aux risques les moindres possibles.

A la différence du désarmement, qui a des motivations surtout éthiques, le contrôle des armements est partie intégrante de la stratégie de sécurité. Il y a, donc, des motivations politico-stratégiques et économique-sociales. Il suppose une volonté réciproque de maintenir le statu quo. Faute de la susdite volonté, la paix peut être maintenue seulement avec le réarmement.

2.14 Opérations de support de la paix et de gestion des crise

2.141 Ingérences et opérations humanitaires

Les opérations humanitaires se situent dans la zone comprise entre la non intervention et le *peacekeeping* de première génération, mais elles peuvent se dérouler contemporanément à tout type d'opération de support de la paix. Que des interventions autrefois réservées aux organisations caritatives non gouvernementales et aux missions religieuses, soient confiées aux militaires dépend du fait qu'ils peuvent et savent le mener de façon opportune. Mais il faut exclure la convergence entre le militaire et le samaritain. L'emploi de la force militaire pour des buts humanitaires risque d'être - et c'est le cas très souvent - seulement un alibi commode ou un paravent politique afin de créer des zones d'influence. L'intervention des soldats a toujours une nature politique : elle doit, donc, correspondre à des intérêts précis des états. Le droit-devoir d'ingérence humanitaire contraste avec le principe de la souveraineté des états. Il est très douteux de pouvoir l'appliquer aux peuples en cas de violation des droit de l'homme ou de massacres. Bien que techniquement ces types d'interventions réussissent, ils constituent des simples palliatifs, qui prolongent un conflit ou tendent à consolider le statu quo, au maximum, s'ils ne rendent plus difficile une solution. De telles interventions, donc, ne devraient pas trouver une place trop importante, si on ne veut pas démilitariser les unités militaires et transformer les ministères de la défense en des succursales de la Croix Rouge.

2.142 Les opérations de support de la paix

Le terme d'opérations de support de la paix indique un type d'interventions des forces militaires, qui s'est très développé dès la fin de la guerre froide, où l'emploi de la force est fortement limité, souvent à la seule autodéfense, et où il n'y a pas d'adversaire désigné. Parfois on désigne comme opérations de support de la paix toute opération décidé à la suite d'un mandat international, même celles de *peaceenforcing*, qui sont de véritables guerres. A cet égard, il est plus cohérent avec la réalité des relations internationales de les appeler «opérations autres que la guerre». En effet, lorsqu'on participe à un tel type d'opération il faut avoir des objectifs politiques clairs et précis, intervenir avec un niveau de puissance adéquat et sans limitations particuliers à l'emploi de la force.

Employer la force signifie joindre sa propre violence à celle des factions, afin d'obliger l'une d'entr'elles à accepter soit la volonté de l'autre soit un compromis «honorable». Il est , donc, nécessaire d'éviter tout processus d'*escalation* et *de-escalation* dans l'emploi de la force, surtout quand les formations militaires sont multinationales. Un changement de mandat et d'objectifs pendant l'intervention risquent de produire du chaos, de la paralysie et de la tension entre les alliés.

Lorsqu'il n'existe pas la volonté d'employer la force nécessaire il vaut mieux s'abstenir d'intervenir militairement et faire recours à des mesures différentes, telles que les embargos, l'expulsion de l'agresseur des organisations internationales, les pressions financières etc..

2.143 Prévention, gestion et résolution des crises et des conflits

Aujourd'hui les crises sont des phases intermédiaires entre la paix et la guerre. Elles ne sont plus gérables avec des signaux mais seulement avec des interventions réelles. Les parties en conflit ne partagent plus une rationalité commune; les crises, donc sont devenues asymétriques. A la suite de la disparition de l'URSS a aussi disparu le concert sovieto-américain, qui avait gardé l'ordre et la paix dans le monde pendant quarante ans, et aucun concert nouveau n'a émergé.

L'époque où la paix pouvait être gérée paisiblement au moyen de la diplomatie est terminée. Il y a deux manières de gérer les crises et les conflits : la première est celle de la «prévention des crises-résolution des conflits», mise en oeuvre avant que la crise ne dégénère ; la deuxième est celle de la «gestion des crises-imposition de la fin des conflits», mise en oeuvre lorsque la crise est en train de se développer.

Au cours des interventions pour rétablir ou imposer la paix, l'emploi de la force devrait être toujours prévu de façon massive et à temps. Les crises peuvent être résolues de façon efficace et à des coûts acceptables seulement en employant les forces exactement nécessaires pendant leur phase initiale. La politique, d'ailleurs, ne doit pas imposer des limites artificielles à l'emploi de la force : elle peut, au contraire, fixer des objectifs limités en fonction du degré de violence retenu comme nécessaire. Même dans les opérations de support à la paix la logique de la politique devrait toujours prendre en compte la grammaire militaire.

Les difficultés actuelles sont aussi liées au fait que, après cinquante ans de démonisation de la guerre, l'Occident en a perdu la culture. Au lieu d'une culture de la paix il faudrait en rétablir une *sur la guerre*.

Il faut passer d'une conception de la force comme *last resort* à une de la force *in being*, à savoir un outil organique de la diplomatie. Le concept de masse a une signification différente par rapport au passé : elle est plutôt virtuelle que réelle, dans le sens que réelle doit être d'abord la volonté d'employer la force. Mais la force sert seulement à faciliter les processus politiques de règlement de la crise/conflit ; afin qu'elle puisse être employée de façon efficace elle a besoin de savoir quel type de paix les politiques veulent.

3. DEFENSE ET SECURITE DANS LE MONDE POST-BIPOLAIRE

Aujourd'hui le système international présente des caractéristiques contradictoires.

La souveraineté des états a été érodée non pas par les institutions internationales ou supranationales mais plutôt par les localismes et le tribalisme d'un côté et de la globalisation de la finance, des sociétés multinationales et de la criminalité organisée de l'autre côté.

L'idée de progrès, fondement de la pensée politique occidentale, s'est affaibli; la politique en est restée orpheline et elle est contrainte à repenser ses bases. Les utopies internationalistes entravent la prise de conscience des risques et l'usage de la force pour maintenir l'ordre international. Les politiques et l'opinion publique prétendent de la force ce qu'elle ne peut pas donner, à savoir la justice internationale et non pas l'ordre. On cherche, en outre, des solutions militaires à des problèmes politiques ou on emploie la force comme un paravent pour cacher l'inertie politique.

Même la pensée politico-stratégique n'est pas capable de dépasser les limites posées par les conditions spécifiques de la guerre froide, qui ont profondément modifié la façon de raisonner des diplomates et des généraux.

Les états connaissent une réduction de leurs capacités de mobilisation des ressources et des volontés, à cause de l'efficacité réduite des institutions représentatives des démocraties occidentales et de l'action des médias.

L'Occident domine encore le monde mais il se sent incertain et peu sûr.

Il faut, donc, repenser complètement la signification et les finalités de la sécurité et de la défense. Pour cela, l'Occident doit d'abord réacquérir le sens de l'histoire et de sa propre identité, en quittant des approches trop économistes et en se réappropriant le goût pour la haute politique.

La réponse la plus probable aux défis de la globalisation d'une côté et de la désagrégation de l'autre côté est celle de la régionalisation. Dans ce contexte, des choix comme ceux pour l'Union européenne, l'OTAN ou l'UEO seraient la traduction, au niveau régional, d'une stratégie mondiale conçue au niveau national. La géopolitique, donc, refait surface. Il faudrait aussi chercher à concilier globalisation et fragmentation. Le monde industrialisé, en effet, est en train d'entrer dans une époque post-stratégique, où le paradigme d'organisation des équilibres mondiaux n'est plus la force militaire, mais plutôt la force économique et celle démographique.

La guerre, non réglée par les états, entre dans une période de *deregulation*. Les organisations de défense, à savoir les alliances organiques, gardent leur validité, car les membres ont des principes et des valeurs convergents et il y a une puissance «leader», organisatrice de l'alliance.

Mais si les systèmes de défense, les alliances, continuent à compter, les systèmes de sécurité généraux ont moins de potentialités par rapport à ce qu'on pensait au début des années 90. Premièrement parce que la sphère de la sécurité s'est progressivement élargie par rapport aux dimensions purement militaires, deuxièmement à cause de l'instabilité interne aux états.

Dans le monde post-bipolaire, la régulation du système international est devenue plus difficile. Le niveau de solidarité occidentale, qui était maximale pendant la guerre froide, s'est atténué et rien ne peut le reintégrer. Les institutions internationales doivent en tenir compte, en modifiant leurs mécanismes de fonctionnement et en se fixant des objectifs moins ambitieux. Au cas contraire, elles seront condamnées à la décadence et la marginalisation. Les états devront faire plus confiance en eux-mêmes.